

Namur, le 24 septembre 2018.

Climat social dans le groupe TEC - La vérité a ses droits !

La solidarité est un des fondements, sinon la base de notre organisation syndicale, la FGTB. Il n'est dès lors certainement pas honteux que les camarades du groupe TEC se joignent aux actions menées par la FGTB (qui par définition sont toutes solidaires), comme le laissent entendre certains scribouillards de la presse soumise à la droite capitaliste. Il est évidemment bien plus facile de se ranger auprès des gens bien à droite qui ont le pouvoir tout en s'acharnant sur les travailleurs du groupe TEC en les fustigeant et en décrédibilisant leur rôle de contre-pouvoir. Et tout cela pour faire du sensationnel ! Quel triste métier que celui de journaliste !

A quand une vraie presse d'investigation qui relayera les bonnes informations tout en mettant en avant les effets néfastes de cette politique de droite et bien évidemment les réelles causes de tous ces mouvements sociaux de contestation ?

Pour ce qui est des pressions avec menace de sanction à l'égard des travailleurs du groupe TEC qui participeraient aux actions préavisées de la FGTB, il paraît nécessaire de faire un rétroacte :

1° *les actions des 20 et 28 septembre ainsi que du 2 octobre 2018 ont fait l'objet d'un dépôt de préavis en bonne et due forme par la FGTB auprès de l'autorité politique. Conformément au fonctionnement de la concertation sociale au sein de la SRWT, la CGSP TBM a confirmé sa participation à ces 3 actions via un préavis sectoriel qui couvre par une journée de grève, les travailleurs du groupe TEC participants à ces actions. Tous ces préavis sont donc on ne peut plus légaux et ne pouvaient en aucun cas être considérés comme irréguliers, ni par le ministre DI ANTONIO, ni par la direction de la SRWT et encore moins par la presse !*

2° *Le courrier de menace de l'Administrateur général de la SRWT, Vincent PEREMANS, adressé à notre responsable sectoriel est dès lors abusif et contraire aux principes de la concertation sociale au sein du groupe TEC. L'interRégionale Wallonne de la CGSP s'est d'ailleurs chargée de rappeler à l'ordre l'Administrateur général en qualifiant son courrier de tentative d'intimidation qui, si elle devait se concrétiser, entraînerait une réaction de l'ensemble de la CGSP.*

3° *Non content de cela, l'Administrateur général s'en est pris directement aux travailleurs du groupe TEC via un avis au personnel, en menaçant les participants aux actions d'être pointés en « absence injustifiée » avec un jour de suspension à la clé !*

4° *La veille de la première action, nous nous sommes retrouvés dans un Bureau de conciliation wallon au climat tendu et qui s'est terminé à 18h00 ! In fine, il est ressorti de cette réunion que la SRWT annulait ses menaces à l'encontre du personnel. Nous avons pour notre part assuré qu'il n'y aurait pas de grève totale mais que notre secteur serait bel et bien représenté lors des actions du 20 et 28 septembre 2018.*

5° Le lendemain, la SRWT et le ministre DI ANTONIO, s'alliaient de nouveau pour dénoncer notre participation massive en invoquant le non-respect de notre accord de la veille, et en réclamant de nouveau des sanctions sur le personnel !

6° Un nouveau Bureau de conciliation entre organisations syndicales et direction est convoqué ce lundi 24 septembre (14h00). Curieusement, le ministre DI ANTONIO convie les hautes sphères des 3 organisations syndicales ce même jour à 10h30 ! L'IRW CGSP a décliné cette invitation puisqu'elle contourne les procédures légales de négociation et de conciliation au sein du groupe TEC et qu'il est préférable qu'il n'y ait aucun intervenant extérieur pour laisser celles-ci se poursuivre le plus sereinement possible.

En conclusion :

On voit clairement que le ministre DI ANTONIO est aux manettes de la gestion du groupe TEC et que l'Administrateur général est derrière-lui, le doigt sur la couture ! Ses menaces à l'égard du personnel sont SCANDALEUSES et démontrent à quel point le respect de ses « collaborateurs » est une vaste blague ! Il est tout aussi évident que contrairement à ce que certains vous ont laissé entendre, la fusion du groupe TEC est une très mauvaise chose pour les travailleurs !

Si l'Administrateur général n'avait ne fut-ce qu'un minimum de respect pour les travailleurs, il n'aurait pas mis le feu aux poudres avec son courrier et son avis au personnel très incendiaires ! La participation massive à l'action du 20 septembre 2018 n'est que le résultat de ses provocations. C'est donc lui et lui seul, le responsable de cette situation sociale délicate dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui.

Le cap que prendra la réunion de conciliation de ce jour, sera déterminant pour l'avenir du climat social des jours futurs au sein du groupe TEC.

Nous vous informerons de la suite.

Fraternellement,



Johan LAMBERT
Président interrégional wallon